

Le piège de l'abondance. Recension.

2019-11-05 16:11:02 Claude Rougier

Nicolas Pinet, *Le piège de l'abondance. L'écologie populaire face au pillage de la nature en Amérique latine*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2019, 376 p.

Le piège de l'abondance, l'écologie populaire face au pillage de la nature en Amérique latine vient de paraître aux Éditions de l'Atelier. Ces dernières années, des auteurs comme Ana Bednik¹, Delphine Couveinhes-Matsumoto² ou encore Miriam Lang et Dunia Mokrani³ avaient abordé la question de la surexploitation de la nature et de l'usurpation des territoires, l'inscrivant dans une réflexion sur la justice environnementale, le droit indigène, ou encore le post-développementisme. Le piège de l'abondance, qui propose des traductions de textes pour la plupart inédits en français, se situe dans cette tendance.

Dirigé par Nicolas Pinet, responsable de la revue Dial, laquelle publie des articles de qualité sur l'Amérique latine écrits par des Latino-américain.e.s, le livre se présente comme un panel très varié d'articles, d'essais, de témoignages, lettres ou chartes. Les auteurs publiés sont parfois des journalistes d'investigation, essayistes ou économistes, parfois des personnes engagées dans les luttes contre cette exploitation de la nature, la plupart sont latino-américains, et ils dénoncent tou.te.s un système mortifère. L'éditeur explique dans son introduction que le but du livre est d'abord de donner à voir le passif de nos habitudes de consommation. Nous autres, Européen.ne.s, sommes habitué.es à un mode de vie qui suppose le développement de la pratique qui est au centre de ce livre : l'extractivisme. Le terme désigne l'extraction à grande échelle de ressources du sol ou du sous-sol pour la vente sur le marché national ou surtout international dans le cas de l'Amérique latine. La logique à l'œuvre, qui opère dans tous les pays du continent, est celle de la marchandisation de la nature, avec des conséquences désastreuses pour l'environnement et les populations riveraines des lieux d'extraction. Il y a un problème de justice environnementale majeur sur la planète, nous dit Nicolas Pinet : les populations du Sud global, payent le prix fort pour le nord Global.

Divisé en trois parties, le livre, qui comporte une trentaine d'articles, propose une première section consacrée aux politiques extractivistes, une deuxième, à la prédation capitaliste et aux résistances populaires, et une troisième aux front de luttes

L'extractivisme au début du XXI siècle

Cette première partie rassemble des articles écrits entre 2011 et 2015, période qui marque un tournant dans les politiques extractivistes ; les gouvernements auront pour devise « Plus d'extractivisme » y compris ceux de gauche qui l'avaient d'abord critiqué. Alberto Acosta, économiste équatorien, ouvre la danse avec un texte charnière, Extractivisme et néo-extractivisme, les deux faces d'une même malédiction. L'auteur émet une critique des politiques extractivistes menées par l'ensemble des gouvernements sud-américains et propose des solutions alternatives à ceux et celles qui prétendent mener une vraie politique sociale et environnementale. Il établit une séparation entre un extractivisme classique et une « pathologie de l'extractivisme », ce qu'il nomme le néo-extractivisme, caractérisé par l'impossibilité de renouvellement naturel des ressources ponctionnées.

Il articule la question à celle plus générale de la dépendance que le courant du même nom s'employa à critiquer dans les années soixante, au Brésil et en Argentine plus particulièrement. En effet, l'extractivisme apparaît comme le produit de rapports de production de subordination des pays du Sud Global. Les économies de ces états son dépendantes des intérêts des pays du Nord global, une réalité qu'il resitue dans un mouvement multiséculaire d'exploitation du Sud global par les pays développés. Nous sommes face à un phénomène colonial ou néo-colonial, la périphérie continuant à produire des matières premières pour le premier monde. La structure d'accumulation en place n'a pas changé vraiment depuis la colonisation., Il s'agit toujours d'une insertion internationale subordonnée à la mondialisation, avec une progression de la fragmentation territoriale.

Pour lui, en 2011, les gouvernements progressistes, qu'il soutenait encore, sont face au paradoxe de soutenir un modèle basé sur la compétitivité, l'efficacité, la maximisation de la rente. Mais ils vont pourtant devoir choisir : soit ils encouragent un extractivisme qui ne peut pas être durable et produit, en même temps qu'une mentalité de rentier, la pauvreté (l'activité extractiviste ne rapporte pas grand-chose, car la valeur ajoutée restant dans le pays est dérisoire, il n'y a pas de ruissellement mais une destruction sociale, la production directe d'emplois n'est pas significative, et la distribution fiscale, discrétionnaire), soit ils sortent du cercle vicieux à partir une décroissance planifiée de l'extractivisme et d'un abandon du modèle d'économie dépendante.

La solution n'est pas seulement économique, elle passe aussi par une intégration de la vision de la « nature » des Indiens. Pour cela, il faut imaginer de nouvelles institutions d'état, créer un nouveau profil de spécialisation productive, consolider le marché intérieur et l'appareil productif des pays et dé-marchandiser la nature. Cela implique de maintenir les territoires et redistribuer des revenus dans le cadre d'une politique du Bien Vivre. Pour en finir avec le « développement sénile » il faut passer, dit-il, à une vision « bio-centrique ». Ce qu'il définit là n'est pas son projet individuel mais la base sur laquelle s'établissent beaucoup des luttes actuelles contre l'extractivisme : la défense de la Vie et du territoire grâce à la libération de la Terre Mère.

On retrouve cette vision dans l'article de l'universitaire catalan Joan Martínez Allier, Le triomphe du post extractivisme en 2015, qui parle d'un échec économique complet de l'extractivisme pour cette époque (balance commerciale en déficit pour le Brésil en 2014, déficit commercial de 4000 millions de dollars pour la Colombie, et pour le Pérou, un record, avec l'enregistrement du plus grand déficit de son histoire). Tous ces pays exportent beaucoup plus qu'ils n'importent et leur dépendance vis à vis de puissances comme la Chine, pour l'Équateur, par exemple, n'a pas cessé d'augmenter.

L'article de Eduardo Gudynas, Progressisme et gauche marron, de 2013, développe la question déjà posée par Acosta quant au rapport des gouvernements progressistes à l'extractivisme. Ces gouvernements sont souvent arrivés au pouvoir à partir d'engagement anti-extractivistes qu'ils n'ont pas tenu. L'augmentation de la demande des pays industrialisés et de la Chine les a amenés à utiliser des processus plus intensifs pour exporter des produits d'une moindre grande qualité, couvrant des superficies plus importantes, d'où l'appauvrissement des ressources, l'appropriation toujours plus féroce de territoires par les multinationales, et des impacts environnementaux aggravés. Ils pensent devoir maintenir la dépendance vis à vis des grandes

puissances car ils ont besoin de devises pour leurs politiques sociales, leurs programmes d'aide. Ils ont donc choisi d'accroître cette tendance, diminuant les contrôles, augmentant les subventions aux investissements et réprimant toujours plus l'opposition aux projets. Les populations qui n'acceptent pas ces diktats sont victimes de longues poursuites judiciaires, leurs actes catégorisés comme criminels ou terroristes. Tous ces gouvernements progressistes, face aux résistances et protestations, en particulier celles des indigènes, les plus touchés par les usurpations de territoire, emploient les mêmes vieux arguments coloniaux. Les opposant.e.s sont traités d' « écologistes infantiles » ou d' « Indiens infantiles » (Morales en Bolivie, Mujica en Uruguay). Ce n'est finalement que la prégnance du statut juridique de mineur qui fut celui des indigènes pendant la colonisation. Ces pays, qu'il s'agisse de ceux qui ont adopté la plurinationalité comme l'Équateur et la Bolivie, ou de l'Argentine et du Pérou, sont prisonniers d'une vision capitaliste de la nature. Ils la voient comme un gisement de ressources dans lequel ils peuvent se servir. Pour Eduardo Gudynas, ils sont pris dans le piège d'un capitalisme bienveillant ou font de l'exploitation minière une « opportunité que Dieu nous a donnée pour sortir de la misère », comme Rafael Correa.

L'article de Dario Aranda, En guise d'hypothèse, permet de prendre la mesure ou plutôt la démesure du phénomène à partir du cas argentin de la culture du soja et de l'industrie minière. La monoculture de soja a doublé en 10 ans, et l'industrie minière est passée pendant le même laps de temps de 40 projets à 600. Ce processus est resitué dans le contexte du consensus des commodities, lui-même volet du consensus de Washington à partir duquel ont été appliquées au Sud des politiques conçues dans le Nord. L'article rend compte de l'obstination avec laquelle les gouvernements argentins ont tout fait pour contrecarrer l'opposition à l'extractivisme, en bloquant les relevés de terres indiennes pour faciliter les usurpations de territoire, en émettant un veto contre la loi des glaciers antipollution de 2008 (pour satisfaire l'entreprise Barrick Gold), en traînant à appliquer la loi sur les budgets des forêts ou en n'allouant pas les sommes nécessaires à la réalisation des relevés de terre. Cette politique a un volet répressif extrêmement violent et un volet médiatique. Une classe de journalistes s'est spécialisée dans la propagande pour l'agro-industrie, justifiant l'extractivisme, minimisant les risques et occultant les catastrophes. L'auteur remarque que nous assistons à un changement de conflictualité sur le continent, avec le passage de luttes urbaines à des luttes pour le territoire, une transition dans laquelle le rapport classe-race joue un rôle essentiel : les classes moyennes urbaines, blanches, sont complices de l'extractivisme dont elles profitent ; il ne fait objet d'aucun débat, parce qu'il concerne les classes populaires et les peuples indigènes, ce qui inscrit le génocide invisible dénoncé dans l'un des témoignages d'une Mère en lutte dans une séquence politique violente renvoyant au génocide de la dictature.

L'article de Ruy Alencar, Les peuples autochtones passent au second plan, reprend cette question des populations sacrifiées. Il aborde le racisme structurel des états latino-américains, avec l'analyse du moment où un président indien, Evo Morales, se coupant d'une grande partie de sa base indigène, a endossé le langage et les pratiques discriminatoires propres aux élites blanches. L'auteur insiste lui aussi sur la force et la nouveauté des nouvelles formes de lutte, impensables sans la montée en puissance de la question du territoire.

Prédation capitaliste et résistances populaires

Dans la deuxième partie, nous trouvons un article très détaillé de Raul Zibechi intitulé La nouvelle conquête de l'Amazonie. Il y décortique, partant du cas d'une révolte sur le barrage brésilien de Jirau, le fonctionnement et la généalogie de l'extractivisme. Pour lui, il faut l'envisager dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle logique économique qui sépare l'Amérique latine en deux parties : une zone nord contrôlée par les USA à travers le plan Puebla Panama, et une zone Sud, avec laquelle s'affirme le concept d'Amérique du Sud, porté par un pays émergent, le Brésil, dont le rôle d'hégémon ressort d'ailleurs dans une grande partie des articles de ce livre. L'auteur décrit les mécanismes qui facilitent l'extractivisme, entre autres la construction d'infrastructures à l'échelle du continent, dans le cadre d'une coopération entre les gouvernements, les entreprises nationales et surtout les multinationales et les organismes bancaires et financiers. Il consacre un long développement à l'apparition de l'IIRSA, née en 2000, à l'initiative du président Cardoso qui proposa aux gouvernements des autres pays du continent une remise en question du ZLEA (zone de libre échange américaine impulsée par les USA). En fait il proposait une transition d'un impérialisme américain à un autre, brésilien. Aujourd'hui, cet organisme auquel participent 12 pays, planifie des projets visant le développement d'infrastructures de transports et de communications. Pour certains spécialistes, il s'agit de la plus grande reconfiguration du territoire qui ait eu lieu depuis l'invasion européenne de 1492. Une colossale reconfiguration du continent, menée grâce à la construction, à un rythme effréné, de routes, tunnels, à l'aménagement de ports fluviaux, la pose de réseaux de fibres optiques, destinés à faciliter la communication et le transit des matières premières résultant de l'agriculture intensive ou des diverses formes d'extractivisme liées au pétrole, à la mine, au gaz. Ces travaux se répartissent en dix axes d'intégration et de développement, des corridors qui concentreront les investissements pour dynamiser le commerce et créer des chaînes productives connectées aux marchés mondiaux. Comme le note Zibechi pour mener à bien ce méga projet, il ne faut pas seulement faire tomber les « barrières » physiques. Il faut également s'attaquer aux limites sociales ; harmoniser les législations nationales des douze pays impliqués dans l'IIRSA ; et occuper les espaces physiques clés qui renferment les réserves principales de matières premières et de biodiversité, au détriment de leurs habitants. Ces programmes entraînent toujours une fragmentation du territoire et un déplacement des populations car la dynamique est celle de l'occupation. Elle est absolument incompatible avec le type d'agriculture et d'élevage pratiqués par les populations qui y vivent. C'est pourquoi les luttes y prennent un caractère radical.

Cette section inclue également un article qui permet d'aborder la réflexion et les combats de certains groupes amazoniens. L'anthropologue dominicain Xavier Albó, qui travaille depuis des décennies avec les populations indigènes boliviennes, décrit trois situations liées à l'extractivisme, à Bagua en Amazonie péruvienne, en Bolivie, dans le parc du TIPNIS, et en Équateur, dans le parc Yasuni. Dans les trois cas, les gouvernements ont trahi les populations (concernées par les projets miniers, pétroliers ou constructions de route) auprès desquelles ils s'étaient engagés. C'est ce qui s'est passé au Pérou avec Ollanta Humala : après avoir soutenu l'adoption d'une loi cadre sur la consultation préalable, il a relancé la prospection dans la région de Bagua ; avec Evo Morales, qui s'était engagé à défendre la ligne rouge séparant les Indiens Tsimane, Moxenos et Urakare des cocaleros envahisseurs : dès son élection, en 2006, il a conclu un accord avec une entreprise brésilienne pour construire une autoroute ; ou encore avec Rafael Correa qui en 2007 affirma renoncer à l'extraction de pétrole dans le Yasuni : en 2013, il annonça que la lutte contre la pauvreté l'obligeait à faire marche arrière.

Dans cet article, dont la dernière partie offre un récit singulier sur la vie des Waori équatoriens et leurs rapports avec les entreprises pétrolières, les lecteur.eur.e.s trouveront un document très détaillé, la Proposition pour Vivre Bien comme peuple Awajun Wampis et avec l'état péruvien, de 2012 des Awajun péruviens. Cette carta magna est un plan très complet pour une éducation, un système de justice et de santé basés sur l'interculturalité avec un renforcement du pouvoir et de la formation des autorités et sages traditionnels. Il y est également proposé que les indigènes deviennent des « gestionnaires éclairés de la forêt », formés aux techniques et connaissances occidentales, ce qui laisse un peu perplexe.

Les autres articles de la section abordent la question de la criminalisation des mouvements sociaux d'opposition à partir

d'exemples pris en Équateur, au Brésil, en Argentine et au Honduras. Le phénomène de judiciarisation des opposant.e.s sociaux apparaît dans toute sa gravité : l'assignation en justice pour délinquance ou au terrorisme est désormais le risque qu'encourent les leaders. La violence dans la répression des mouvements n'a d'égale que l'ampleur dans la destruction de l'environnement. Les grandes entreprises extractivistes jouent sur tous les niveaux pour entraver les fronts de résistance, elles mandatent des espions dans les organisations internationales de droits humains, pour identifier les opposant.e.s et leurs plans (cas des entreprises Vale et Belo Monte au Brésil) et bénéficient parfois du soutien d'un gouvernement qui leur donne accès aux réseaux gouvernementaux de données personnelles. Les organisations sont criminalisées, dans certains cas de façon systématique comme au Honduras où des membres d'organisations populaires et indiennes ont été accusés de délits graves pour leur opposition au projet hydroélectrique Agua Zarca. Le cas de ce pays est particulièrement édifiant : les poursuites contre les opposants ont été assurées avec le soutien de la Banque Interaméricaine de Développement sous couvert du Plan de Sécurité pour l'Amérique centrale. Quant à l'Argentine, comme le remarque le journaliste Hernan Scandizzo, la criminalisation s'y est déplacée des centres urbains aux périphéries, la loi antiterroriste de 2011, très floue, permettant de traduire en justice facilement les opposant.e.s. Plusieurs articles mentionnent la violence d'une répression qui va jusqu'aux assassinats. On aurait d'ailleurs souhaité l'inclusion d'un article plus synthétique sur les meurtres de leaders, en particulier de leaders indigènes ou afrodescendants, sachant qu'en Colombie par exemple, pour la seule année 2019, on en était déjà à 97 assassinats au mois d'août. Ce qui est en jeu est de l'ordre d'un génocide invisible, terme qui apparaît dans les articles.

Fronts de luttes

Dans la dernière partie, on trouvera des comptes rendus des luttes menées par des comités de quartiers, ou des communautés indiennes, soutenues des organismes ou des institutions diverses. Ces articles font tous état d'une grande combativité et inventivité de la part de ceux et celles qui refusent que leur vie soit mise en danger par les activités minières, agricoles ou autres et qui s'élèvent contre les vols de territoires liés à l'installation des entreprises. Ce vol est souvent le fait de l'état qui octroie à une entreprise des concessions sur un territoire indien collectif pourtant protégé par une législation spécifique, comme s'il n'était pas habité (cas du ministère des Mines et de l'Énergie en Colombie qui a délivré des titres de propriété à des entreprises sur des territoires collectifs). D'autres fois, il s'agit de titres de propriété privés et les entreprises essaient de forcer les ventes, font des promesses mirifiques, menacent les incorruptibles, expulsent les obstiné.e.s, et envoient des groupes armés assassiner les opposant.e.s, sans qu'il soit jamais possible de prouver leur culpabilité. Elles pratiquent l'entrisme dans les communautés, qu'elles manipulent en proposant des salaires élevés, provoquant des dissensions profondes entre les membres, ce qui est le cas par exemple du Nord du Cauca colombien ou chez les Waoris du Yasuni.

Mais les luttes s'organisent quand même, elles partent parfois d'initiatives individuelles, comme celle de cette habitante de la région de Córdoba, en Argentine. Elle a réussi à former un comité de Mères dans son quartier pour lutter contre les fumigations de soja à l'origine de nombreux cancers.

La structure communale indienne joue un rôle très important dans ces luttes et elle est à la base d'initiatives originales comme les Rondes paysannes, ou les Gardiens de la Lagune, du Pérou Il y a des alliances de fait entre Indigènes, petits paysans et Afrodescendants, particularité notable de ces mouvements qu'on ne saurait identifier à des mouvements ethniques.

On assiste à un processus de communalisation, comme l'explique le directeur de la Fondation Régionale de Conseils en Droits humains, Luis Angel Saavedra. Il évoque le processus d'auto-reconnaissance en tant que communauté shuar⁴ qui a été engagé par les habitant.e.s de la commune de San Marcos, en Équateur, et a abouti à la délivrance d'un titre de propriété collective de la terre par le Conseil de Développement des Peuples et Nationalités de l'Équateur. Ce titre a permis à une autre communauté shuar d'émettre une résolution visant à récupérer son territoire ancestral. L'approbation de la résolution a permis à la communauté d'expulser l'entreprise. Un travail important se fait autour de la défense de la propriété collective, parfois en connexion avec des juges locaux, dont certains accomplissent un travail remarquable comme le remarque un évêque brésilien (par ailleurs extrêmement déçu par la tiédeur de figures marquantes de la théologie de la libération).

Car quelques fois, ces luttes aboutissent. Le congrès paraguayen a voté l'expropriation des 14 000 hectares usurpés par un grand propriétaire terrien et les a rendus au peuple Enxet. En Argentine, le village de Loncopué a réussi à interdire un méga projet minier. Au Salvador, en 2017, l'Assemblée a voté une loi interdisant l'exploitation minière sur son territoire.

Mais ce sont des victoires toujours partielles car les administrations locales, les gouvernements locaux et nationaux sont la plupart du temps du côté des entreprises, activement ou passivement. Et ils laissent agir les mafias (mafia du bois au Pérou, groupes paramilitaires, ou encore narcotrafiants en Colombie et au Mexique). Cécité ? Complicité ? Calcul ? Les populations indigènes sont traitées avec une véritable férocité, dans le cadre de véritables stratégies de terreur, elles aussi anciennes. Pensons au génocide Huitoto, Bora, Andoke, Muinane⁵, lors du cycle du caoutchouc, et plus globalement à l'histoire des systèmes de « disparition » sur le continent .

Génocide et écocide vont de pair. Le grand mérite de ce livre est d'échapper au regard écologiste, occidental sur l'extractivisme parce qu'il articule la présentation des fronts extractivistes et des fronts de lutte. L'extractivisme y apparaît comme une des manifestations de la colonialité de la nature dont parlait Edgardo Lander ⁶ ou de ce que l'anthropologue argentine Rita Segato⁷ nomme « conquistalité », une idée que nous retrouvons dans La nouvelle conquête de l'Amazonie. Un phénomène dans le droit fil du désastre écologique de la Conquête, des mines géantes et des mono-plantations esclavagistes de la colonisation. L'exploitation de la nature à grande échelle suppose celle des hommes à un niveau similaire, les conditions de travail des ouvriers engagés dans le barrage de Jirau en Amazonie le montrent bien. Mais elle passe aussi par celle des femmes, puisque la construction des mines, barrages, centrales amène toujours, avec l'afflux massifs de travailleurs, une augmentation de la prostitution et des féminicides. La lutte contre la colonialité de la nature passe par celle contre la colonialité de genre, et l'impressionnante présence des femmes dans ces mouvements sociaux montre bien que quelque chose est en train de changer.

Les luttes qui s'organisent s'enracinent dans une histoire d'usurpation des terres indigènes et de revendications vieille de cinq cent ans. Luttes populaires, comme le dit le titre de l'ouvrage, qui associent paysan.ne.s pauvres, indigènes et groupes défavorisés des villes de province. Luttes pour le territoire, terme que l'on retrouve dans la bouche de l'Équatorien Cholango, ancien leader de la CONAIE⁸, qui s'enracinent dans ces ontologies relationnelles et cette autonomie dont nous parle l'anthropologue colombien Arturo Escobar⁹. Luttes qui ne concernent pas seulement les habitant.e.s de ce continent car les contradictions sur lesquelles ont butté les gouvernements progressistes d'Amérique latine sont celles que rencontrent les gouvernements du Nord Global. Ici comme là bas, seuls les groupes marginalisés sont capables d'interroger le mythe du développement. Pourtant, comme l'écrivent les Awajun, ce qui se passe en Amérique latine « affectera aussi les hispanophones vivant sur notre territoire, et l'humanité entière ».

- 1 Ana Bednik, L'exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances, Le passager clandestin, Paris, 2019
- 2 Delphine Couveinnes Mastumoto, Les droits des peuples indigènes et l'exploitation des ressources naturelles en Amérique latine, Éditions l'Harmattan, Paris, 2016
- 3 Miriam Lang et Dunia Mokrani, Au delà du développement. Critiques et alternatives latino-américaines, Editions Amsterdam, Paris, 2014.
- 4 Les Shuars habitent les forêts de haute Amazonie, en Équateur pour la plupart.
- 5 Lors de la phase d'extraction du caoutchouc en Colombie (fin du XIX siècle, début du XX) de nombreux groupes amazoniens furent contraints au travail forcé dans les plantations, torturés et assassinés. 40 000 autochtones ont été victimes de l'économie de terreur de cette époque.
- 6 Edgardo Lander, « Los límites del planeta y la crisis civilizatoria », Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales, vol. 17, núm. 1, enero-abril, 2011, pp. 141-166 Universidad Central de Venezuela Caracas, Venezuela
- 7 Rita Segato, « El patriarcado de la conquista y las mujeres indígenas », El País, 2308 2019.
<https://twnews.es/es-news/el-patriarcado-de-la-conquista-y-las-mujeres-indigenas>
- 8 Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur, apparue en 1986 et à l'origine du mythique soulèvement de l'Inti Raymi en 1990.
- 9 Arturo Escobar, Sentirpenser avec la terre. L'écologie au-delà de l'Occident, Seuil, Paris, 2018.